
Cuba, agriculture et renouveau socialiste

Ingrid Hanon – 2020

Résumé :

Cet article vise à analyser la trajectoire et la dynamique de l'agriculture cubaine depuis la Révolution. Il examine les principaux défis, divergences et contradictions de sa stratégie socialiste dans le secteur agricole, en soulignant les limites des modèles industriels et agricoles et des forces de production héritées du monde capitaliste. À cette fin, j'examine les changements et les continuités en termes de gestion des terres, de production végétale, de modèle technologique et de politique agricole. Enfin, j'examine les transformations de l'agriculture cubaine dans les années 1990 dans une perspective d'économie sociale et solidaire, en signalant leurs contributions au renouvellement du socialisme cubain.

L'agriculture cubaine et la révolution

Après l'arrivée de la Révolution en 1959, le nouveau gouvernement a voulu entreprendre une transformation politique, économique, sociale et culturelle radicale du pays. Animés par des objectifs anti-dictatoriaux, les dirigeants de la Révolution aspiraient à obtenir l'indépendance politique et économique de Cuba, à réduire la

pauvreté et les inégalités, à récupérer la souveraineté nationale et à éradiquer l'exploitation humaine pour créer une société plus juste et plus équitable. Une fois que la Révolution a déclaré son caractère socialiste en 1961, ces objectifs ont été étendus à la consolidation d'une démocratie participative, à la création d'un socialisme autochtone, à l'approbation d'un monde multipolaire, à la promotion de la solidarité du tiers monde et à la construction de l'intégration latino-américaine tant attendue (Guerra Vilaboy et

Maldonado Gallardo 2009 : 40-60 ;
Suárez Salazar 2018 : 151-4).

Dans le domaine économique et spécifiquement en ce qui concerne le secteur rural, l'objectif était de transformer radicalement le paysage agricole afin de réduire la pauvreté rurale, d'améliorer les conditions de vie de la paysannerie et de réduire l'extrême concentration de la propriété foncière (Rodriguez 1987 : 25 ; Murphy 1999 : 7). En outre, les dirigeants cubains entendaient résoudre les problèmes de sous-développement en s'affranchissant de l'héritage colonial de la production de sucre et en promouvant l'industrialisation du pays. Afin d'atteindre ces objectifs, le gouvernement a d'abord adopté une politique de diversification agricole et de redistribution des terres. Cependant, le pays est rapidement revenu au sucre pour sa stratégie de développement (Bambirra 1974 : 156-67).

Le secteur agricole avant 1959

Avant la Révolution, le pays avait un faible niveau d'industrialisation, l'économie était dominée par une structure de mono-exportation et de monoculture orientée vers le marché des États-Unis d'Amérique, et la grande majorité des terres agricoles était contrôlée par un petit nombre de

propriétaires de grands domaines ou latifundios pour la production de bétail et de sucre (Rodriguez 1987 : 23-5). Son commerce international dépendait principalement des exportations de sucre, suivies par le tabac. En 1958, par exemple, le sucre et ses produits dérivés représentaient 81 % de la valeur des exportations du pays et étaient cultivés sur environ la moitié des terres irriguées de Cuba (Gutelman 1967 : 36-7 ; Gonzalez 2003 : 692, 704). En outre, les États-Unis représentaient les deux tiers du commerce international de Cuba et 75 % de ses importations (Mesa-Lago 1994 : 15). Si Cuba exportait surtout du sucre vers le nord, l'île caribéenne importait une grande variété de produits, dont de nombreux biens de consommation de base (Gonzalez 2003 : 693 ; Benjamin et al. 1987 : 9-14).

La production de sucre occupait 24,6 % des terres agricoles et 60 % des terres cultivées (Rodriguez 1987 : 24 ; Raymond 2002 : 580). Sur les terres consacrées à cette culture, 51,6 % étaient sous le contrôle du capital des États-Unis. Parmi les 22 plus grandes compagnies sucrières, qui contrôlaient 70 % des terres consacrées au sucre, 13 étaient américaines, comme la United Fruit Company et la West Indies Sugar Corporation (Gutelman 1967 : 18-19 ; Herrera 2005 : 6 ; Chonchol 1963 : 74-5). La pénétration de l'île par les

capitaux américains a eu lieu principalement à partir du début du vingtième siècle. À la fin des années 1950, les entreprises des États-Unis contrôlaient non seulement les meilleures terres du pays, mais aussi les usines, les banques et les moyens de communication et de transport (Guerra Vilaboy et Maldonado Gallardo 2009 : 8-9).

En termes de répartition des terres, 78,5 pour cent des fermes avaient moins de 2 caballerias (27 hectares) et constituaient 15 pour cent des terres agricoles, tandis que 2,8 pour cent des fermes avaient plus de 30 caballerias (402 hectares) et constituaient 57,7 pour cent des terres agricoles (Chonchol 1963 : 74). En outre, 70 pour cent des unités agricoles n'étaient pas exploitées par leurs propriétaires mais plutôt par des administrateurs, des locataires, des sous-locataires, des métayers ou d'autres occupants sans aucun titre de propriété (Rodriguez 1987 : 24 ; Chonchol 1963 : 73). C'est-à-dire qu'en termes de propriété de la terre, les inégalités étaient encore plus grandes qu'en termes de taille, puisque 9,4 % des propriétaires terriens possédaient 73,3 % des terres agricoles, tandis que 66,1 % des propriétaires terriens ne possédaient que 7,4 % (Chonchol 1963 : 75).

La paysannerie cubaine souffrait de pauvreté, de marginalisation et d'inégalités sociales. La plupart de la population paysanne ne possédait pas les terres qu'elle travaillait, et dans certains cas, elle devait payer en nature les propriétaires des terres, ce qui pouvait représenter jusqu'à 50 % de la récolte (Guerra Vilaboy et Maldonado Gallardo 2009 : 5). La population rurale souffrait également de revenus précaires et d'une répartition inégale des richesses, 69,6 % des agriculteurs ne recevant que 27,3 % des revenus générés par le secteur rural (Rodriguez 1987 : 25). L'industrie sucrière employait environ un tiers de la main-d'œuvre du pays pendant les quatre mois de la récolte du sucre, et le reste de l'année, la plupart de ces travailleurs étaient au chômage ou sous-employés. De plus, la majorité de la population rurale souffrait de mauvaises conditions de logement, d'un accès limité à l'eau potable ou à des installations sanitaires, d'un approvisionnement restreint en électricité, d'un accès limité aux soins de santé et d'un faible niveau d'alphabétisation (Benjamin et al. 1987 : 8 ; Gonzalez 2003 : 692-3). Ce contexte social dominé par l'extrême pauvreté, l'inégalité et la concentration des richesses a été radicalement modifié avec l'arrivée de la Révolution en 1959. Cependant, de nombreux modèles économiques de la

période coloniale et du capitalisme dépendant seraient plus difficiles à transformer.

Première réforme agraire et le débat sur l'agriculture

Après la Révolution, l'une des premières mesures adoptées par le nouveau gouvernement a été la mise en œuvre de la première réforme agraire pour l'abolition du latifundio le 17 mai 1959. La concentration des terres par les détenteurs privés a été limitée à 30 caballerias (402 hectares), avec toutefois quelques exceptions, et les terres cultivées par les paysans en tant que locataires, sous-locataires, métayers et squatters leur ont été distribuées. La redistribution des terres a garanti des droits de propriété à tous les paysans qui cultivaient la terre sans en être propriétaires. En outre, le gouvernement a distribué des terres aux agriculteurs qui possédaient moins que le minimum vital, fixé à 2 caballerias (27 hectares) (Chonchol 1963 : 89-90 ; Rodriguez 1987 : 26 ; Gonzalez 2003 : 696-7). Grâce à la réforme, plus de 100 000 familles de paysans sont devenues propriétaires terriens (Gutelman 1963 : 64 ; Murphy 1999 : 7).

Bien que des terres aient été données aux paysans sans terre et pauvres, le latifundio n'a pas été radicalement éliminé mais converti en coopératives

ou en fermes d'État. Pour éviter le morcellement des grands domaines, certaines des terres expropriées des latifundios ont été converties en fermes d'État ou en coopératives au lieu d'être redistribuées aux agriculteurs. Ce fut le cas principalement pour les plantations de sucre et les ranchs de bétail. Cela était dû à la nécessité de garantir les avantages techniques des économies d'échelle et d'empêcher une baisse de l'efficacité et de la productivité (Gonzalez 2003 : 696-7 ; Mesa-Lago 1994 : 19). Cette décision a donné lieu à un débat intense entre experts cubains et étrangers sur l'alternative la plus appropriée pour le développement du système agroalimentaire du pays. La question centrale était la forme que devait prendre la propriété collective, soit le contrôle coopératif ou étatique de la terre, et par conséquent les questions de gestion, de relations salariales et d'échelle de production (Vasconcelos 2015 : 243).

Parmi les experts étrangers venus à Cuba pour apporter leur soutien à la réforme agraire et fournir des conseils techniques, les agronomes Jacques Chonchol (Chili), Michel Gutelman (Belgique) et René Dumont (France) étaient favorables à la création de coopératives et critiquaient la ferme d'État en raison de sa gestion fortement centralisée, de son échelle

surdimensionnée et du travail salarié (Vasconcelos 2015 : 251). Chonchol et Dumont pensaient que la plus petite échelle des coopératives de canne à sucre favorisait la participation des travailleurs au processus décisionnel, l'attachement personnel au travail et le sentiment d'appartenance des membres de la coopérative (Chonchol 1963 : 123-6 ; Dumont 1970 : 48-55 ; Mesa-Lago 1994 : 45). En outre, Dumont a soutenu une politique de diversification agricole pour surmonter la dépendance du pays vis-à-vis du sucre (Benjamin et al. 1987 : 122).

La position nationale promue par Fidel Castro, Ernesto Guevara et Carlos Rafael Rodriguez privilégie la socialisation complète de l'économie dans le secteur rural par la consolidation des fermes d'Etat. L'argument avancé était la nécessité d'éviter l'émergence d'inégalités par la distribution privée des bénéfices entre les membres des coopératives au détriment de l'ensemble de la société. Cette position correspondait également à la volonté des travailleurs des coopératives de canne à sucre qui étaient enthousiastes quant à la possibilité d'avoir les mêmes conditions de travail, des salaires plus élevés et de meilleures conditions de vie que les travailleurs salariés des fermes d'État (Vasconcelos 2015 : 242-3). Au départ, la transformation des

anciens latifundios de bétail en fermes d'État (Granjas del Pueblo) et des latifundios de sucre en coopératives de canne à sucre (Cooperativas Cañeras) a donné lieu à une organisation à la fois étatique et coopérative. Finalement, la balance penche en faveur de la gestion agricole étatique et les coopératives sucrières sont transformées en fermes d'État en 1962 (Gutelman 1963 : 9 ; Mesa-Lago 1994 : 27).

Politique de diversification de l'agriculture

La première réforme agraire s'est accompagnée de politiques de substitution des importations, d'autosuffisance alimentaire et de diversification de l'agriculture, destinées à réduire la dépendance extérieure et à mettre fin à l'hégémonie de la monoculture sucrière. Ces politiques étaient considérées comme la cause du sous-développement du pays et comme des vestiges du passé colonial du pays. Cependant, cette stratégie a été limitée par des conditions objectives et subjectives, ce qui a finalement conduit à son échec et à sa redéfinition en 1963 (Bambirra 1974 : 156-7).

Certaines de ces contraintes à la politique de diversification étaient la mise en œuvre du blocus économique

des États-Unis en 1962, le sabotage interne de la Révolution par la bourgeoisie locale restante, le manque d'experts techniques et de professionnels après que beaucoup aient quitté le pays, l'inexpérience des nouveaux dirigeants en matière de planification économique et la connaissance insuffisante de la production alimentaire dans une économie largement dominée par la production de sucre. Le manque de données fiables sur la production agricole et la centralisation excessive ont également entravé le programme de diversification, car les décisions prises par les administrateurs centraux ne reflétaient pas toujours la réalité sur le terrain, ni les besoins spécifiques de chaque unité de production, afin de garantir la meilleure utilisation de sa main-d'œuvre et de ses ressources matérielles. En outre, l'extrême centralisation limitait la créativité des administrateurs locaux et leur capacité à prendre des initiatives (Benjamin et al. 1987 : 124-6 ; Gutelman 1965 : 13-17). En outre, le projet de diversification de l'agriculture s'est avéré trop ambitieux et chaotique, étant développé de manière radicale, sans une sélection appropriée des cultures, et avec une grande dispersion des ressources d'investissement (Bambirra 1974 : 156-7 ; Zanetti 2013 : 215-17).

En outre, le programme de diversification agricole a été mis en œuvre parallèlement à une importante politique de redistribution des revenus. L'ensemble de ces éléments a fait que la demande interne a dépassé la somme de l'offre domestique de nourriture et d'autres biens de consommation de base ; et la réduction des importations a résulté de la diminution drastique de la production de sucre qui les avait historiquement financées, et du blocus économique américain. Cette situation a entraîné une crise de la balance commerciale et une pénurie de nombreux produits. Par conséquent, le gouvernement a décidé en 1963 de revenir à la production de sucre comme pivot du développement économique du pays, en réorientant les investissements agricoles vers ce secteur et en réduisant la superficie consacrée aux autres cultures (Furtado 1976 : 286-91 ; Guerra Vilaboy et Maldonado Gallardo 2009 : 67-9).

Consolidation du secteur public

Une deuxième réforme agraire a été mise en œuvre le 4 octobre 1963, réduisant la propriété privée individuelle autorisée à 5 caballerias (67 hectares). Cependant, les terres expropriées ne sont pas redistribuées aux paysans et aux travailleurs ruraux mais transférées à l'État, qui devient le secteur prédominant de l'agriculture,

seuls 30 % des terres agricoles restant au secteur privé (Gutelman 1967 : 58 ; Gonzalez 2003 : 698-9). Plusieurs raisons expliquent cette préférence pour le contrôle de l'État – la crainte d'une baisse de productivité si les terres étaient fragmentées en un grand nombre de minifundios, les principes égalitaires guidant la politique des dirigeants cubains, le désir de réaliser des économies d'échelle et l'influence de la conception hégémonique du socialisme en termes de planification centrale et de propriété étatique des moyens de production pour éviter l'anarchie du marché. La préférence pour la planification centrale a également été favorisée par le contexte d'agression extérieure des États-Unis, le manque de ressources humaines et matérielles, les pénuries de produits et les difficultés à satisfaire les besoins alimentaires de base de la population (Chonchol 1963 : 120-1 ; Gonzalez 2003 : 699-700).

En outre, le contrôle de l'État sur les anciens latifundios reflétait la vision du gouvernement qui considérait le secteur public comme une " forme supérieure de production " qui profiterait à l'ensemble de la société, et l'aspiration à moderniser l'agriculture à l'instar des États-Unis pour surmonter le retard rural du pays (Chochol 1963 : 120-1 ; Vasconcelos 2015 : 248). Comme l'affirme Castro (1974, pas de pagination dans le

document) : " dans les zones cañeras, dans les zones ganaderas, dans les zones tabacaleras, dans les zones où l'on produit des viandas et des végétaux, hay que llevar la máquina, hay que llevar la química, hay que llevar el regadío, hay que llevar adelante formas superiores de producción » [dans les zones de canne à sucre, de bétail, de tabac, et celles de production de tubercules et de légumes, nous devons apporter la machine, la chimie, l'irrigation, les formes supérieures de production]. Plus tard, Castro (1982, sans pagination dans le document) a également déclaré : « Cuando hablo de formas superiores siempre he pensado y pienso, incluso, que la empresa estatal es superior. Me gustó siempre la idea de que la agricultura se desarrollara como la industria, y que el obrero agrícola fuera como un obrero industrial. » [Lorsque je me réfère à des formes supérieures de production, j'ai toujours pensé et je pense encore que l'entreprise publique est supérieure. J'ai toujours aimé l'idée de développer l'agriculture comme l'industrie, et que l'ouvrier agricole soit comme un ouvrier industriel].

Ainsi, la mise en œuvre de la planification centrale et la consolidation des fermes d'État dans le secteur agricole, qui en sont venues à contrôler plus de 70 % des terres agricoles, devaient faciliter

l'organisation de la production de manière " fordiste " et industrialiser l'agriculture avec des technologies modernes pour augmenter la productivité (Burchardt 2001 : 142 ; Hernández 2014 : 305). Cependant, la conversion des latifundios en fermes d'État avec des travailleurs salariés correspondait aussi aux aspirations de la population rurale. Si Cuba était un pays agraire, il n'était pas majoritairement dominé par la paysannerie mais plutôt par un prolétariat rural (Chonchol 1963 : 112-13). Avant la Révolution, le secteur rural était constitué de 600 000 travailleurs agricoles et de seulement 200 000 paysans, dont 140 000 étaient pauvres (Rodriguez 1987 : 25). En ce sens, la principale demande de la population rurale n'était pas l'accès à la terre mais plutôt de meilleures conditions de travail (Gonzalez 2003 : 697). Cela a facilité la décision de l'État, au lieu de distribuer toutes les terres expropriées, de les collectiviser dans des fermes d'État avec des travailleurs salariés et une planification centrale, rendant les transformations en termes de taille des terres et de structure du travail moins importantes que celles liées au régime foncier.

Retour au sucre et modernisation de l'agriculture

Après l'échec de la politique de diversification et les mutations du contexte international, avec de nouvelles conditions favorables à l'insertion de Cuba dans le bloc socialiste, le gouvernement décide de revenir à la production de sucre comme pivot du développement du pays. Le retour au sucre a été favorisé par la signature en 1964 du premier accord commercial à long terme entre Cuba et l'Union soviétique. Selon ce nouvel accord, l'Union soviétique s'engageait à acheter 24,1 millions de tonnes de sucre cubain entre 1965 et 1970 à des prix stables. En contrepartie, l'Union soviétique exporterait à Cuba des machines, du pétrole et des marchandises (Gutelman 1967 : 173).

Ainsi, lors de l'élaboration de son plan quinquennal, le gouvernement cubain a concentré tous ses efforts sur la production de sucre et a fixé l'objectif d'une récolte de 10 millions de tonnes de sucre pour 1970. Cela a conduit à l'intensification de l'industrialisation de l'agriculture et à des investissements considérables dans la mécanisation de la récolte de sucre (Guerra Vilaboy et Maldonado Gallardo 2009 : 70-4 ; Mesa-Lago 1994 : 50 ; Zanetti 2013 : 217-19). Cependant, malgré les grands efforts

déployés pour la récolte de 10 millions de tonnes, le pays n'a pas pu atteindre cet objectif, et bien que 1970 ait connu la plus grande récolte de sucre de l'histoire cubaine avec 8,5 millions de tonnes, elle a été vécue par les dirigeants cubains comme un échec et a conduit à une profonde réflexion sur la politique économique et la place disproportionnée du sucre dans l'économie du pays (Perez Villanueva 2008 : 35).

Pourtant, le sucre a continué à jouer un rôle prédominant dans l'économie cubaine jusqu'à la fin des années 1980, et des investissements continus ont été réalisés pour augmenter le niveau de mécanisation de 2 % en 1970 à 52 % en 1983 et 63 % en 1988 (Guerra Vilaboy et Maldonado Gallardo 2009 : 75-6). Cela est dû à l'intégration de Cuba au Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) en 1972 en tant que producteur de matières premières dans le cadre de la division socialiste du travail, ce qui a renforcé la spécialisation du pays en tant que producteur de sucre (Hernández 2014 : 306). Par conséquent, de nouveaux efforts ont été faits pour la modernisation et la mécanisation de l'agriculture, principalement pour l'industrie sucrière, ce qui a conduit à une multiplication par huit de l'utilisation des tracteurs, par dix des engrais et par quatre des pesticides, entre 1959 et 1989 (Rodríguez 1987 :

29 ; Gonzalez 2003 : 707-8). En 1982, le sucre occupait 75 % des terres cultivées du pays, tandis que 80 % des haricots, 94 % des graisses et des huiles et 40 % du riz étaient importés (Benjamin et al. 1987 : 120).

Technologie et modernisation

La concentration des terres sous la forme de fermes d'État et le retour au sucre ont favorisé la mise en œuvre, des années 1960 aux années 1990, de politiques de modernisation de l'agriculture similaires à celles du monde capitaliste et de son agriculture industrielle, en négligeant les impacts sociaux, environnementaux et culturels. Cela s'est caractérisé par une production à grande échelle de monocultures orientées vers l'exportation, une spécialisation excessive, des niveaux élevés de mécanisation, des investissements importants dans les systèmes d'irrigation et l'utilisation intensive de produits chimiques tels que les pesticides, les herbicides, les fongicides et les engrais synthétiques (Gonzalez 2003 : 687 ; Gürçan 2014 : 131-2).

Les dirigeants cubains ont embrassé l'agriculture moderne du monde capitaliste comme un symbole de progrès par rapport à l'agriculture paysanne traditionnelle, et bien que Fidel Castro se soit inquiété des

problèmes de pauvreté et de faim causés par l'agriculture industrielle moderne, les critiques étaient dirigées vers la distribution inégale des richesses et le manque d'accès aux technologies modernes pour les populations pauvres et les pays sous-développés, et non vers les technologies capitalistes en tant que telles. Castro (1980, 1983) considérait que, malgré les grands progrès scientifiques et les innovations technologiques de la révolution verte, la faim persistait dans ce que l'on appelle le tiers-monde à cause de la pauvreté et de l'augmentation des inégalités, étant donné le manque de capitaux pour accéder aux technologies et supporter les coûts de modernisation. Ces technologies n'étaient accessibles qu'aux riches agriculteurs et aux sociétés transnationales, augmentant à leur tour les inégalités et la concentration des terres.

La modernisation de l'agriculture dans certaines régions du tiers-monde, fondée sur l'utilisation des progrès scientifiques sans modifier les structures socio-économiques internes et externes qui constituent la base du retard agricole, était une expression claire du progrès scientifico-technologique et de l'échec socio-économique et prouvait que les problèmes de l'agriculture et de la faim ne sont pas seulement de nature

technico-productive, mais qu'ils découlent principalement des structures sociales et des relations de domination. (Castro 1983 : 103)

La faim et la pauvreté dans le monde rural étaient considérées comme étant exclusivement liées aux structures socio-économiques capitalistes, aux forces du marché et au processus inégal de modernisation agricole mis en œuvre dans un contexte de relations sociales de domination et d'exploitation. Les forces de production du capital étaient considérées comme neutres, indépendantes des relations sociales capitalistes et capables d'être appropriées et réorientées vers un objectif socialiste. Pour le gouvernement cubain, plus l'unité de production est grande, plus les économies d'échelle et les niveaux de mécanisation sont importants, ce qui facilite la mise en œuvre de la planification centrale (Benjamin et al. 1987 : 170). Par conséquent, Fidel Castro adhérait à l'idéal d'organiser l'agriculture à la manière d'une usine, bien qu'avec une utilisation différente de l'économie capitaliste, et considérait les engrais et les pesticides comme des moyens importants pour obtenir des rendements élevés des cultures agricoles.

Pour Castro (1980) : « la Revolución Verde abrió un paréntesis de

esperanza ; el descubrimiento de nuevas variedades, de plaguicidas más eficientes, el modo científico en que utilizar la fertilización, el riego y el drenaje, abrieron una perspectiva esperanzadora » [la Révolution verte a fourni une parenthèse d'espoir ; la découverte de nouvelles variétés de cultures, de pesticides plus efficaces, de la méthode scientifique d'utilisation des engrais, des systèmes d'irrigation et de drainage, a donné une perspective d'espoir]. En conséquence, la production de sucre et l'agriculture moderne sont devenues les moteurs de la Révolution cubaine pour l'élimination de la pauvreté, la réduction des inégalités et l'offre de meilleures conditions de vie à la population, négligeant les préoccupations environnementales, la dépendance extérieure et les problèmes d'aliénation que ce mode de production allait entraîner.

Cette vision largement positive de l'agriculture industrielle n'était pas exclusive au socialisme cubain. Pour Deleage (1989 : 25-6), l'expérience socialiste du vingtième siècle se distinguait peu du monde capitaliste en termes de systèmes productifs, tant que l'élimination du système de marché n'aboutissait qu'au contrôle étatique des moyens de production. Il n'y a pas eu de reconfiguration en une idéologie économique non productiviste avec un meilleur

équilibre entre l'humanité et la nature, s'éloignant ainsi de la logique destructrice du capital. À cet égard, Hale-Dorrell (2015, 299-308) affirme que les dirigeants soviétiques étaient également captivés par les technologies de la révolution verte. En témoignent, par exemple, l'envoi par l'Union soviétique d'une délégation aux États-Unis pour étudier les pratiques de l'agriculture industrielle en 1955, et la visite par Khrouchtchev d'une ferme de maïs dans l'Iowa en 1959, où il a été fasciné par les nouvelles technologies de l'agriculture industrielle permettant d'augmenter la productivité. À partir de l'époque de Khrouchtchev, l'Union soviétique a poursuivi l'adoption de ces technologies afin de promouvoir le développement agraire du bloc socialiste, comme une voie de progrès. Il s'agissait notamment de passer d'une agriculture à forte intensité de main-d'œuvre, à petite échelle et paysanne, à une production industrielle à forte intensité de capital, à grande échelle et homogène, caractéristique du système du capital, afin de surmonter le retard rural (Levins 2005 : 20 ; Clausen et al. 2015 : 17).

Par conséquent, à l'instar de la perspective cubaine, les dirigeants soviétiques considéraient ces technologies issues du monde capitaliste comme neutres et

envisageaient la possibilité de reproduire l'agriculture industrielle dans le cadre d'une économie socialiste de manière plus égalitaire, en combinant l'agriculture collective et industrielle. Cela permettrait d'augmenter la productivité et, par conséquent, d'élever le niveau de vie de la population. En même temps, cela éviterait de reproduire les effets négatifs de ces technologies dans le monde capitaliste, où seuls quelques-uns avaient accès aux machines modernes, condamnant les paysans et les petits agriculteurs à la ruine, en même temps qu'à une augmentation du chômage et à une concentration des terres et des richesses (Hale-Dorell 2015 : 308-11, 322-4). L'adoption par Cuba du style soviétique d'agriculture industrielle (Koont 2008 : 285-6), lui-même influencé par les pratiques agricoles américaines à forte intensité de capital (Benjamin et al. 1987 : 178), a amené le pays à négliger les impacts environnementaux, culturels et sociaux de ces technologies, ainsi que les conditions économiques particulières qui ont rendu son émergence et sa reproduction possibles dans le monde capitaliste.

L'agriculture industrielle et le socialisme cubain

La stratégie de développement agricole adoptée par la Révolution

jusqu'aux années 1980, caractérisée principalement par une agriculture à grande échelle, orientée vers l'exportation, spécialisée dans le sucre et à forte intensité de capital, a reproduit les modèles historiques de ses périodes coloniales, et a adopté une vision largement positive des forces de production du monde capitaliste. À cet égard, les plus grandes originalités et réalisations de la révolution cubaine semblent se situer davantage dans la sphère sociale qu'économique.

Le gouvernement a réussi à réduire la pauvreté rurale, en garantissant l'accès des paysans à la terre et en fournissant une assistance technique et des prêts bancaires à faible taux d'intérêt. Pour les travailleurs salariés, l'État a accordé de meilleures conditions de travail, des salaires plus élevés et la stabilité de l'emploi. En outre, le gouvernement a réalisé d'importants investissements dans les zones rurales pour construire des écoles, des centres médicaux, des maisons, des routes et des systèmes d'électrification. Le pouvoir d'achat de la population rurale a augmenté, le chômage agricole a disparu et les gens ont eu accès à la sécurité sociale (Karnouh 2007 : 338-9 ; Marzin 2013, 65 ; Palma et al. 2015 : 79).

Par conséquent, si dans les années 1950, seuls 8 % de la population rurale

bénéficiaient de soins médicaux, 74 % vivaient dans des conditions de logement médiocres, 63 % n'avaient ni toilettes ni latrines et seulement 7,2 % avaient l'électricité, en 1980, seuls 20 % de la population rurale vivaient dans des logements médiocres, 100 % bénéficiaient de soins médicaux gratuits, près de 80 % avaient des installations sanitaires, un peu plus de 45 % avaient l'électricité et des maladies telles que la fièvre typhoïde, la tuberculose et la diphtérie avaient quasiment disparu. De plus, l'État a mis en œuvre une campagne d'alphabétisation massive qui a permis de réduire l'analphabétisme de 41,7 % avant la Révolution à 3,9 % en 1961, et à 1,9 % en 1981 (Rodríguez 1987 : 30-1 ; Chonchol 1963 : 87-8).

Bien que largement positif sur le plan social, le bilan agricole était moins favorable sur le plan économique et environnemental, et le gouvernement a reproduit la structure économique de monoculture et la dépendance commerciale d'un seul produit qui étaient caractéristiques de la Cuba pré-révolutionnaire (FeblesGonzález et al. 2011 : 723). Les prix avantageux payés pour le sucre cubain par l'Union soviétique et l'intégration du pays dans le CAEM ont apporté des bénéfices immédiats (Perez Villanueva 2008 : 37-40). Cependant, la décision de résoudre les problèmes de pauvreté et de développement par la mise en

œuvre de technologies industrielles modernes et la production de sucre a provoqué la vulnérabilité alimentaire, l'inefficacité, la dégradation de l'environnement et la dépendance extérieure (Palma et al. 2015 : 79).

Le pays n'a pas pu transcender le caractère mono-producteur et orienté vers l'exportation qu'il a hérité d'avant la Révolution, bien qu'il ait changé sa dépendance vis-à-vis d'un seul marché, des États-Unis à l'Union soviétique. Si les États-Unis représentaient 69 % du commerce de Cuba avant 1959, le bloc socialiste en représentait 80 % dans les années 1980. Le sucre, par exemple, représentait 82 % des exportations totales du pays, et 63 % du sucre était exporté vers le CAEM (Gonzales 2003 : 704-5 ; Perez Villanueva 2008 : 43). En outre, la production de sucre a augmenté sa part du total des terres cultivées, passant de 60 % en 1958 à 75 % en 1982 (Raymond 2002 : 581). La production nationale, y compris le sucre, dépendait des machines, du pétrole et des produits chimiques importés (Palma et al. 2015 : 79). À la fin des années 1980, 48 % des engrais chimiques, 82 % des pesticides et 97 % des aliments pour animaux étaient importés. Ces chiffres sont encore plus élevés si l'on tient compte des importations d'intrants pour la production nationale de ces produits chimiques, ce qui fait que ces chiffres

atteignent 94 % dans le cas des engrais et 98 % pour les herbicides (Gonzalez 2003 : 706 ; Rosset et Benjamin 1994 : 18-19).

Bien que la faim ait été éradiquée à Cuba au début de la révolution, la spécialisation dans le sucre et la dépendance à l'égard des intrants extérieurs ont entraîné une importante vulnérabilité alimentaire aux chocs extérieurs. À la fin des années 1980, Cuba importait 60 % de ses aliments – 55 % des calories consommées, 50 % des protéines et 90 % des graisses – la plupart provenant d'Union soviétique. La dépendance alimentaire représentait 90 % des haricots, 100 % du blé et 49 % du riz importés (Gonzalez 2003 : 706 ; Clausen et al. 2015 : 17 ; Rosset et Benjamin 1994 ; Palma et al. 2015 : 79). La mise en œuvre de l'agriculture industrielle a également entraîné des coûts environnementaux élevés tels que l'érosion et le compactage des sols, la salinisation et la contamination des eaux souterraines, la réduction du stockage du carbone, le déclin de la biodiversité, la déforestation à grande échelle et la perte de fertilité des sols, ce qui a entraîné une augmentation de la consommation d'engrais (Gonzalez 2003 : 708-9 ; Gürçan 2014 : 131-2 ; Palma et al. 2015 : 79).

Malgré les grands investissements dans les intrants chimiques, les

machines agricoles et les systèmes d'irrigation des années 1960 aux années 1980, l'amélioration des performances de l'agriculture cubaine ne correspondait pas aux investissements réalisés. Elle a notamment souffert de problèmes de faible productivité, d'absentéisme et d'indiscipline de la main-d'œuvre. La plupart des fermes d'État fonctionnaient à perte et recevaient des subventions publiques. En 1987, par exemple, seulement 33 % des fermes d'État étaient rentables, alors que le secteur paysan, avec moins d'investissements agricoles, de produits agrochimiques, de mécanisation et d'irrigation, et l'utilisation de techniques agricoles plus traditionnelles, obtenait de meilleurs résultats (Benjamin et al. 1987 : 169-72 ; Raymond 2002 : 583 ; Gonzalez 2003 : 701).

Repenser la technologie, la nature et le travail

La mise en œuvre sans critique des technologies modernes et de l'agriculture industrielle du monde capitaliste a fait oublier au pays les contradictions sociales, environnementales, culturelles et économiques, ainsi que les conditions de travail aliénantes intrinsèques à l'agriculture industrielle et à la révolution verte. La nécessité d'une alternative socialiste pour transformer

radicalement les forces productives héritées du capital et son mode de production, y compris les aspects technologiques et organisationnels, a été négligée. Une telle alternative socialiste appelle à la mise en œuvre d'un mode de production apte à réduire la pauvreté mais aussi à garantir la participation de la population au processus économique, le plein développement des aspirations et des sentiments d'auto-réalisation des travailleurs, ainsi que la protection de la nature. Pour Wallis (2004 : 34-7 ; 2006 : 85-6), un agenda politique et économique alternatif approprié exige également un modèle technologique différent capable de surmonter l'aliénation et la destruction de la nature. L'organisation différente de la production doit se faire en fonction des caractéristiques naturelles et culturelles propres à chaque communauté, et doit fournir un travail plus créatif, diversifié et digne.

Ces considérations apportent un éclairage différent sur les problèmes rencontrés dans le secteur agricole, à savoir la faible productivité, l'indiscipline de la main-d'œuvre et la nécessité de mobiliser le travail volontaire dans le secteur de la canne à sucre pour compenser le manque de main-d'œuvre pour la récolte du sucre (Benjamin et al. 1987 : 126-7). Après 1970, les dirigeants cubains ont associé ces problèmes à l'adoption du

système d'incitation morale qui avait été promu par Guevara. Ils ont essayé de résoudre ces problèmes en passant de ce qu'on appelait un « système de finances budgétaires » à un système appelé « calcul économique », caractéristique de l'Union soviétique de l'époque, qui était basé sur des incitations matérielles et des relations monétaires pour augmenter la productivité du travail. Cette évolution s'est accompagnée de la mobilisation du volontariat et de la mise en place, en 1971, d'une législation contre le vagabondage qui rendait obligatoire l'emploi pour toute personne âgée de 17 à 60 ans qui ne faisait pas d'études. Par ailleurs, la volonté d'humaniser le travail agricole via une mécanisation massive de la récolte et le développement de l'agriculture chimique industrielle a également été pensée comme une solution à la question de la productivité. Cependant, aucune de ces mesures ne s'est traduite par une augmentation des niveaux de productivité et d'efficacité, du moins dans le secteur public. Au contraire, à partir de la fin des années 1970, le pays a enregistré une baisse de la productivité du travail et de la terre (Benjamin et al. 1987 : 129 ; Guerra Vilaboy et Maldonado Gallardo 2009 : 70-80 ; Hernández 2014 : 306). Lors d'un entretien avec une coopérative agricole dans les années 1980 sur la

préférence des membres entre les incitations matérielles ou morales, le directeur a répondu : " Nous sommes tous des agriculteurs, nous avons tous un amour pour la terre, pour notre travail. C'est probablement le facteur numéro un » (Benjamin et al. 1987 : 174).

Dès lors, on peut se demander si ces problèmes n'étaient pas liés à une incompatibilité du mode de production de l'agriculture industrielle avec une alternative socialiste ? Et si, au lieu de la question des incitations morales ou d'un besoin de mécanisation, les problèmes étaient le manque d'attrait du travail monotone et répétitif de l'agriculture industrielle, la dissociation du procès de travail des compétences et des connaissances des agriculteurs, la séparation entre la conception et l'exécution, le caractère de valeur d'échange de la production de masse de la canne à sucre et d'autres monocultures orientées vers l'exportation, le manque de participation des travailleurs dans le processus de décision et l'aliénation des personnes vis-à-vis de la nature.

L'élimination des incitations monétaires capitalistes et du mécanisme coercitif du marché ne s'est pas accompagnée d'une critique radicale des forces productives du capital et d'une plus grande démocratisation des moyens de

production, avec la participation des travailleurs au processus de décision sur ce qu'il faut produire et comment le faire. Pour Betancourt (2018 : 219-20), malgré la finalité sociale des entreprises publiques, l'objectif et les cibles de production étaient rarement définis par les travailleurs, qui restaient donc de simples exécutants de tâches définies par ceux qui étaient en position de commandement. Les travailleurs étaient les bénéficiaires de la politique de redistribution de l'État, mais l'échec du gouvernement à promouvoir une responsabilité accrue des travailleurs a maintenu la même structure caractérisée par le travail salarié et la gestion verticale, laissant les travailleurs sans pouvoir réel dans le processus économique (Hanon 2019 : 6). Benjamin et al. (1987, 172) avancent que la faible productivité des fermes d'État pourrait être due au manque d'autonomie des travailleurs dans la prise de décision sur la manière et le contenu de la production.

La démocratisation du lieu de travail est incompatible avec le mode de production du capital. Toute tentative de reproduire la production industrielle du système du capital, même si c'est dans un but social, entraînera la reproduction de certaines caractéristiques intrinsèques de ce mode de production, comme son modèle de gestion verticale, le seul

adapté à l'organisation d'unités de production à grande échelle. En outre, la reproduction du mode de production industriel et des technologies de la révolution verte conditionnera le type de biens à produire et la manière de les produire. La production à grande échelle convient aux monocultures, et les monocultures nécessitent à leur tour des intrants chimiques pour compenser la perte de fertilité des terres et d'autres problèmes liés à la spécialisation des cultures. En outre, le travail dans cette agriculture industrielle, comme celui des prolétaires ruraux lors de la récolte du sucre, est peu gratifiant, sans valeur, aliéné, épuisant et dénué de sens. Pour Febles-González et al. (2011 : 725), la mise en œuvre de l'agriculture industrielle à grande échelle entraîne non seulement une centralisation excessive, une faible productivité, des performances médiocres et une bureaucratisation de la gestion, mais diminue également le sentiment d'appartenance de la population rurale, déconnecte l'agriculteur de la terre, diminue les formes traditionnelles de connaissances et de pratiques de production, et transforme les paysans en simples salariés.

À Cuba, par exemple, la monoculture à grande échelle de la production de sucre avant la Révolution reposait (une fois le travail des esclaves aboli)

sur l'existence du mécanisme coercitif du marché, la concentration des terres dans les mains privées, les agriculteurs sans terre et une armée de réserve de prolétaires ruraux. Le démantèlement de ce système a entraîné une pénurie de main-d'œuvre et une faible productivité. Ainsi, étant donné la difficulté de reproduire le mode de production du capital avec la même efficacité en l'absence de propriété privée et de mécanisme de marché, une transition socialiste appelle à la constitution d'un nouvel ensemble cohérent qui prenne en considération la participation des travailleurs, la redéfinition de la richesse par rapport aux besoins sociaux et l'impératif de protéger la nature dans le développement des forces productives socialistes. À partir des années 1990, la stratégie de développement de l'agriculture cubaine a fait les premiers pas dans cette direction.

Transformation de l'agriculture et renouveau socialiste

La disparition de l'Union soviétique a entraîné une crise sans précédent dans l'histoire de la Révolution cubaine, connue sous le nom de « Période spéciale en temps de paix », qui a

fortement affecté l'agriculture et les systèmes alimentaires du pays (Rosset et Benjamin 1994 : 21). Ainsi, si le paquet technologique et organisationnel de la Révolution verte est apparu au début des années 1960 et 1970 à Cuba comme la panacée pour résoudre les problèmes de pauvreté et promouvoir le développement agricole, les années 1990 ont présenté de manière brutale les problèmes de l'agriculture industrielle moderne, ses fragilités et sa contradiction avec une stratégie socialiste. L'Union soviétique représentant 70 % du commerce international cubain en 1989, son effondrement a provoqué une réduction drastique du PIB de l'île, qui a perdu son partenaire commercial le plus stratégique pour les denrées alimentaires, les machines, le carburant et d'autres importations (Palma et al. 2015 : 80 ; Clausen et al. 2015 : 17).

À la fin des années 1980, Cuba importait du CAEM 63 % de sa nourriture, 80 % de ses machines et équipements, 98 % de ses carburants et lubrifiants et 57 % de ses produits chimiques (Gonzalez 2003 : 705). La crise a ensuite été aggravée par la décision des États-Unis de renforcer le blocus économique via l'amendement Torricelli en 1992 et la loi Helms-Burton en 1996 (Rodríguez 2011 : 56-7 ; Escaith 1999 : 75 ; Gonzalez 2003 : 712). Le système agroalimentaire du

pays a été profondément affecté par la crise en raison de sa forte dépendance extérieure, obligeant le pays à trouver des moyens alternatifs pour nourrir la population avec des ressources locales (Altieri et al. 1999 : 132 ; Palma et al. 2015 : 80). Les importations d'engrais chimiques ont chuté de 77 %, les pesticides de 66 % et le pétrole, indispensable au fonctionnement de ses machines et de ses transports, de moitié. La production cubaine de bétail a également été affectée, avec une chute de 70 pour cent des importations d'aliments pour animaux, et les pièces de rechange pour les machines agricoles sont devenues rares (Rosset et Benjamin 1994 : 3-4 ; Gonzalez 2003 : 712 ; Koont 2008 : 286). En conséquence, la production nationale a enregistré une réduction drastique, principalement dans le secteur du sucre, mais aussi dans celui des agrumes et du tabac, toutes sources essentielles de devises étrangères pour financer les importations.

Les importations de denrées alimentaires ont également chuté de 50 % et la production nationale, déjà faible et ne pouvant satisfaire que 40 % des besoins de la population cubaine, a encore diminué. En outre, le manque de pétrole a rendu difficile la réfrigération des aliments et leur transport vers les villes (Habel 2003 : 131 ; Murphy 1999 : 9). Par

conséquent, l'apport calorique et protéique de la population est tombé en dessous du niveau minimum établi par les Nations Unies (Roux 1999 : 123). Face à l'adversité et à la nécessité d'apporter des réponses immédiates pour résoudre le problème de la pénurie alimentaire et relancer la production agricole avec les propres ressources du pays, toute la nation a cherché des solutions. Une grande variété d'alternatives est apparue dans les années 90 pour réorganiser le système alimentaire et agricole, provenant du gouvernement mais aussi des communautés locales. Il s'agissait notamment de l'agriculture urbaine, de l'agriculture biologique, de la décentralisation de la production, de nouvelles formes de production coopérative, de l'utilisation des ressources locales, de l'agroécologie, de la récupération des connaissances paysannes, du remplacement des produits chimiques externes par des intrants biologiques et des processus d'apprentissage horizontal collectifs (Gürcan 2014 : 141-2 ; Palma et al. 2015 : 80-2).

Le gouvernement visait à mettre en œuvre une transformation radicale de la structure économique du pays, au sein de laquelle un secteur agricole renforcé améliorerait l'autosuffisance alimentaire nationale, tout en conservant les principales conquêtes de la Révolution. Entre-temps, les

communautés locales et les organisations de base ont commencé à s'auto-organiser pour prendre en main leur propre destin. Sans attendre l'État, elles ont agi pour résoudre leurs problèmes, cherchant des solutions avec leurs propres ressources (Altieri et al. 1999 : 132). L'interaction entre les niveaux national et local, et entre le gouvernement et la société civile, était indispensable pour obtenir des résultats positifs dans la production alimentaire, pour consolider les alternatives et pour construire un modèle d'agriculture plus propre et plus durable.

Construire des alternatives socialistes

Afin de décentraliser les systèmes agricoles et alimentaires et de remplacer la monoculture à grande échelle par une production alimentaire à petite échelle, le gouvernement a entrepris le démantèlement des fermes d'État surdimensionnées en unités plus petites, et la coopérativisation de l'agriculture par la création d'une nouvelle forme de coopératives agraires, les Unités de base de production coopérative ou UBPC (Gürcan 2014 : 131-3 ; Woodhouse 2010 : 446). En outre, le gouvernement a redistribué des terres en usufruit à des agriculteurs familiaux privés pour la culture du tabac, du café et du cacao, et en 1994, il a autorisé les marchés de producteurs, proscrits

depuis 1985 (Douzant-Rosenfeld 1999 : 166 ; Gonzalez 2003 : 717 ; Hanon 2015 : 91). De cette manière, le secteur étatique est passé du contrôle de plus de 70 % des terres cultivées dans les années 1980 à seulement 33 % dans les années 1990 (Burchardt 2001 : 144 ; Rodríguez 2011 : 91).

La création de l'UBPC devait permettre un système de production plus efficace et moins centralisé en réduisant la taille des exploitations, en donnant une plus grande autonomie de gestion aux travailleurs et en reconnectant les gens à la terre et aux fruits de leur travail (Murphy 1999 : 10-11 ; Suárez Salazar 2000 : 300-1). Cependant, la principale innovation de l'UBPC par rapport aux autres organisations coopératives existantes à Cuba était la combinaison de la propriété sociale, de l'autogestion et de l'organisation coopérative dans la même unité économique. Dans les coopératives de crédit et de services (CCS), la terre est une propriété individuelle, et les agriculteurs sont associés principalement pour acheter des matériaux ou recevoir un crédit ou une assistance technique, et dans les coopératives de production agricole (CPA), la terre est la propriété collective des membres de la coopérative. Cependant, dans les UBPC, la terre conserve son caractère de propriété sociale, l'État la donnant en usufruit aux travailleurs organisés

en coopératives (Gonzalez 2003 : 713-14 ; Marzin 2013 : 67 ; Gürcan 2014 : 132-3).

Parallèlement à ces mesures gouvernementales, un processus populaire a également eu lieu en réponse à la pénurie alimentaire, aux prix exorbitants du marché noir, à l'incapacité du gouvernement à fournir tous les besoins alimentaires avec la carte de rationnement et aux difficultés d'acheminer les aliments des campagnes vers les villes en raison du manque de carburant pour réfrigérer, transporter, stocker et distribuer les aliments produits dans les zones rurales. La plupart de la production rurale ne pouvait pas atteindre les familles urbaines cubaines, et quand elle le pouvait, elle était généralement mal conservée.

En réponse à cela, les citoyens ont commencé à produire leur propre nourriture sur les balcons, dans les jardins, les cours et les terrains vagues des zones urbaines, individuellement ou collectivement (Douzant-Rosenfeld 1999 : 171 ; Murphy 1999 : 10-12 ; Gonzalez 2003 : 718 ; Hanon 2015 : 91-3).

Bien que dans un premier temps, l'agriculture urbaine ait été une initiative communautaire pour l'approvisionnement domestique en nourriture, les résultats positifs l'ont amenée à devenir une priorité

gouvernementale, dans un pays où plus de 70 % de la population vit dans des zones urbaines (Hanon 2015 : 88). Au début, le gouvernement a soutenu le mouvement via la distribution par les municipalités de petites parcelles de terrain vacant allant jusqu'à 0,5 hectares à des individus ou des groupes désireux de cultiver des légumes (Douzant-Rosenfeld 1999 : 166). Puis en 1994, l'agriculture urbaine s'est transformée en une stratégie nationale de sécurité alimentaire. Le département de l'agriculture urbaine a été créé en 1994 au sein du ministère de l'Agriculture (MINAG), et un programme national d'agriculture urbaine a été développé pour garantir aux gens l'accès à la terre, donner des conseils techniques aux nouveaux jardiniers et promouvoir la recherche et le développement sur les techniques de production biologique (Altieri et al. 1999 : 134 ; Murphy 1999 : 12-13 ; Hanon 2015 : 88). En plus du soutien matériel et technique, le gouvernement a autorisé la vente directe des légumes issus des jardins. Le Groupe national d'agriculture urbaine (GNAU), sous la coordination de l'Institut de recherche fondamentale en agriculture tropicale (INIFAT), a mis en œuvre 28 sous-programmes pour développer les légumes frais, les arbres fruitiers, les plantes médicinales, le compost

organique (Febles-González et al. 2011 : 730 ; Koont 2008 : 285-6). D'initiatives spontanées, le mouvement est devenu une politique nationale.

L'éducation des nouveaux jardiniers était essentielle au développement de l'agriculture urbaine, étant donné que la plupart d'entre eux n'avaient pas de connaissances préalables en agriculture et en production alimentaire à petite échelle. Même dans les cas de jardins urbains créés par d'anciens travailleurs des fermes d'État, ces agriculteurs connaissaient principalement la production de monocultures à grande échelle et l'agriculture chimique moderne (Murphy 1999 : 12). En outre, la législation urbaine interdisant l'utilisation d'intrants chimiques dans les villes, il était fondamental d'éduquer la population à des modes de production respectueux de l'environnement (Murphy 1999 : 29-30 ; Gonzalez 2003 : 717). Par conséquent, le département de l'agriculture urbaine a créé des ateliers sur la production biologique, les nouveaux jardiniers se sont organisés en " clubs de jardinage " pour partager leurs expériences et des organisations non gouvernementales telles que la FANJ (Fondation Antonio Núñez Jiménez pour la nature et l'humanité) ont offert leur assistance, principalement dans les techniques de

permaculture (Gürcan 2014 : 138 ; Levins 2005 : 23).

L'agriculture urbaine a contribué à une plus grande autonomie des villes par rapport aux zones rurales pour leur sécurité alimentaire, à une meilleure utilisation des ressources propres des communautés, à la création de nouvelles sources d'emploi, au renforcement des relations entre producteurs et consommateurs, à l'amélioration des revenus des ménages, à l'augmentation des espaces verts dans les villes, à la génération d'une plus grande intégration sociale dans le quartier, à la réduction des coûts de stockage et de transport des aliments et à l'augmentation des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement (Murphy 1999 : 16-17 ; Levins 2005 : 22-3 ; Hanon 2015 : 92-3). Grâce à la lutte biologique contre les parasites, à la production locale de semences, à la traction animale et aux techniques de permaculture, l'agriculture urbaine représentait en 2017 50 % des légumes et condiments produits dans le pays (Companiononi et al. 2017 : 92-4).

En outre, le gouvernement a joué un rôle central dans la diffusion de nouvelles techniques de jardinage intensif idéales pour produire sur les sols pauvres des zones urbaines, comme les organoponicos. Il s'agit de

jardins situés sur des terres peu fertiles qui nécessitent l'enrichissement du sol en matière organique dans des lits surélevés pour la culture de légumes sur de petites surfaces et avec une dépendance minimale aux intrants externes (Altieri et al. 1999 : 136-7 ; Douzant-Rosenfeld 1999 : 172). Bien que les premiers organoponicos aient été créés dans les années 1980 au sein du Ministère de la Défense par les Forces Armées alors qu'elles expérimentaient une agriculture à bas niveau d'intrants en prévision d'une pénurie totale d'importations de pétrole, cette technique de production s'est répandue dans les années 1990, le gouvernement finançant sa mise en œuvre par des coopératives et des producteurs agricoles individuels. Principalement développés par l'UBPC, les organoponicos sont devenus l'une des formes les plus productives de l'agriculture urbaine, produisant une grande variété de légumes tels que les épinards, la laitue, les oignons, les tomates et les pois, vendus directement à la population, et généralement à des prix inférieurs à ceux des marchés de producteurs (Hanon 2015 : 90 ; Levins 2005 : 22 ; Koont 2008 : 286).

Récemment, de nouvelles mesures ont été mises en œuvre pour augmenter l'autosuffisance alimentaire du pays. En 2008 et 2012,

le gouvernement cubain a donné des terres publiques en usufruit à plus de 170 000 paysans et 2 600 coopératives (Palma et al. 2015 : 80-1 ; Botella-Rodríguez 2019 : 197). Avec cela, le pourcentage de terres sous contrôle de l'État a diminué de 35,8 % en 2007 à 25,1 % en 2015. En outre, de nouvelles réglementations ont été mises en œuvre entre 2013 et 2017 pour accroître la décentralisation agricole, comme l'autorisation pour les coopératives non agricoles de vendre la production agricole, pour les petits agriculteurs de vendre leurs produits au secteur du tourisme et pour l'augmentation des paiements de l'État aux agriculteurs pour leurs produits agricoles (Nova González et Figueroa Alfonso 2018 : 3-4). En outre, une plus grande autonomie a été accordée à l'UBPC. Leurs résultats insatisfaisants en termes de productivité étaient principalement liés à leur manque d'autonomie réelle vis-à-vis de l'État, qui décidait très souvent des cultures qu'ils devaient produire et des prix de vente (Gonzalez 2003 : 715-16). Cependant, ils étaient également liés aux faibles rendements des terres récupérées qui avaient besoin de temps pour retrouver leur fertilité après des décennies d'utilisation intensive de produits chimiques, et au manque de connaissances sur la façon de fonctionner en tant que coopérative

autogérée (Suárez Salazar 2000 : 394-5 ; Rodríguez 2011 : 91-2 ; Gonzalez 2003 : 715).

Bien que Cuba doive encore importer des denrées alimentaires pour satisfaire la demande intérieure, ces réformes semblent avoir eu un impact positif sur la sécurité alimentaire du pays. Les tableaux 1 et 2 examinent l'évolution de deux aspects de sa sécurité alimentaire au cours des réformes, en étudiant sa production alimentaire et le rapport entre ce qu'elle doit importer et son approvisionnement intérieur. Étant donné que le système économique qui s'est développé à partir du début des années 70 a été mis en crise à la fin des années 80 par l'effondrement du bloc commercial dans lequel Cuba était complètement intégré, nous considérerons 1988 comme la dernière année d'une « économie entièrement pré-réforme ». Les réformes qui ont suivi au cours des deux décennies suivantes se sont déroulées en deux phases quelque peu différentes. La tâche économique centrale des années 1990 était la survie, avec pour objectif initial de ramener l'ensemble de l'économie à son niveau de la fin des années 1980. Dans ce contexte, la production de denrées alimentaires était nécessairement une priorité centrale. Cet objectif étant pratiquement atteint au début du XXI^e siècle, l'objectif économique global

central de la première décennie de ce siècle a été de promouvoir une croissance globale grâce aux procédures économiques réformées que Cuba a développées lorsque ses

anciennes procédures économiques ont été brusquement rendues inopérantes par la crise. Dans ce contexte, bien que l'amélioration continue de l'approvisionnement

Tableau 1 : Production de certains produits représentatifs du régime alimentaire cubain (1 000 tonnes)

	1973	1988	2003	2013
Céréales (bière exclus)	312	422	838	880
Racines amyliacées	548	653	1844	1581
Légumes secs	6	15	127	130
Légumes	279	676	3943	2456
Huiles végétales	6	4	16	20
Fruits (vin exclus)	528	1570	2706	1714
Viande	251	324	194	307
Graisses animales	15	20	6	8
Lait (beurre exclus)	781	1122	609	591
Poissons et fruits de mer	148	230	61	52

Source : FAO (2020). L'annexe des données donne une description détaillée de l'obtention de ces données.

Tableau 2 : Pourcentage des importations dans l'offre intérieure pour certains produits de base représentatifs du régime alimentaire cubain

	1973	1988	2003	2013
Céréales (bière exclus)	81,5	85,1	69,8	70,1
Racines amyliacées	4,7	3,0	2,4	0,8
Légumes secs	88,0	94,1	68,1	42,2
Légumes	4,5	1,9	0,8	0,5
Huiles végétales	97,1	100,0	80,3	63,9
Fruits (vin exclus)	4,8	1,3	0,4	0,6
Viande	13,7	17,1	43,1	49,5
Graisses animales	87,7	87,7	80,0	42,9
Lait (beurre exclus)	46,0	30,2	50,5	50,1
Poissons et fruits de mer	60,3	49,7	47,4	29,2

Source : FAO (2020). L'annexe des données donne une description détaillée du calcul de ces valeurs par l'auteur.

alimentaire soit restée une préoccupation importante, elle n'avait plus la même importance pour l'objectif économique global que dans les années 1990. On peut voir dans les tableaux 1 et 2 les changements dans ces indicateurs de sécurité alimentaire entre la première et la deuxième décennie des réformes.

Le tableau 1 montre l'évolution de la production cubaine pour dix catégories d'aliments de base, en tant qu'indicateur de l'ensemble du régime alimentaire cubain. Au cours des deux phases des réformes jusqu'en 2013, on constate des augmentations significatives par rapport à 1988 de la production dans six catégories et une augmentation marginale dans une catégorie, avec des diminutions significatives dans deux catégories et une diminution marginale dans une catégorie. En gardant à l'esprit ces différences de performance entre les différents types d'aliments, ces données indiquent dans l'ensemble une augmentation considérable de la disponibilité alimentaire à Cuba pendant la période des réformes, plus importante encore que pendant la période de l'agriculture industrielle avec ses investissements massifs en capitaux. Il faut noter en outre que ce résultat a été obtenu malgré la réduction des intrants chimiques, le manque d'accès aux technologies modernes du monde capitaliste, la

crise économique globale des années 1990, les ouragans de 2005, 2006, 2008 et 2012, et les sécheresses de 2003, 2004 et 2005 (ONEI 2017).

Le tableau 2 montre l'évolution des importations en pourcentage de l'offre nationale pour les mêmes dix catégories d'aliments de base. Ici, 2013 montre une diminution significative (amélioration) par rapport à 1988 pour huit catégories et une augmentation (aggravation) pour deux. Cette mesure de la sécurité alimentaire donne des résultats qualitativement identiques à ceux de la mesure différente présentée par le tableau 1.

Si de nombreux défis demeurent, tels que la nécessité d'une plus grande autonomie des producteurs, le manque de connaissances des membres des coopératives en matière d'autogestion, la persistance des importations alimentaires, la familiarité limitée avec les techniques biologiques par ceux qui viennent de la production mécanisée et le faible prestige de l'agriculture dans la société cubaine, les transformations des années 1990 se sont avérées avoir des résultats favorables pour la sécurité alimentaire du pays, et ont ouvert la voie à une remise en cause profonde du mode de production capitaliste et de ses contradictions par une alternative socialiste.

Transformer les connaissances, la technologie et l'innovation

Parmi les nombreuses transformations des années 1990 dans le secteur agricole, un mouvement agro-écologique de paysan à paysan a émergé en 1997, promu par l'ANAP (Association nationale des petits agriculteurs) pour créer des systèmes agricoles durables (Gürcan 2014 : 139-40). Le mouvement a mis l'accent sur une approche différente de la connaissance, basée sur la participation sociale, l'innovation des agriculteurs, l'utilisation des ressources locales, la récupération du savoir-faire des paysans et la mise en œuvre de technologies propres telles que la lutte biologique contre les parasites (Palma et al. 2015 : 80-2).

Cela a donné lieu à un processus de partage d'expériences entre agriculteurs et de renforcement de la recherche locale, avec une compréhension différente du développement technologique et de l'innovation par rapport aux conceptions hégémoniques descendantes. L'agriculture paysanne a cessé d'être un symbole d'arriération, et la génération de connaissances et d'innovations est devenue un processus collectif d'apprentissage social et de méthodes participatives, où les familles rurales avaient un rôle important à jouer

(Palma et al. 2015 : 83). Pour Gonzalez (2003 : 722), « les connaissances accumulées par l'agriculteur cubain ont joué un rôle essentiel pour aider Cuba à se remettre de la crise alimentaire précipitée par l'effondrement du bloc commercial socialiste en 1990 ». À cet égard, la récupération des connaissances et des pratiques paysannes traditionnelles est devenue une priorité, et le gouvernement a approfondi l'articulation entre les agriculteurs, les techniciens et les scientifiques dans la diffusion et la génération de nouvelles technologies (Rosset et Benjamin 1994 : 7).

En outre, la pénurie d'intrants importés tels que les engrais, les pesticides et les machines a conduit au développement de la production biologique, au remplacement des tracteurs par des bœufs, à la diversification agricole et à la mise en œuvre de technologies plus propres telles que la rotation des cultures, le compostage, la culture des vers de terre et la lutte biologique contre les parasites (Levins 2005 : 22-3 ; Febles-González et al. 2011 : 726 ; Palma et al. 2015 : 80-1). Entre 2001 et 2005, le gouvernement a également mis en œuvre un Programme participatif de sélection végétale pour accroître la participation des paysans à la recherche et à l'innovation pour la production de semences. En 2007, un

programme d'innovation agricole locale a été créé pour développer la génération et la diffusion de connaissances, et promouvoir les échanges avec les producteurs, à l'échelle locale (Palma et al. 2015 : 81 ; Funes Aguilar 2017 : 10).

L'implication directe de l'engagement des producteurs dans la recherche de solutions et d'innovations était un travail plus créatif, nécessitant la combinaison d'un travail intellectuel et manuel. Ainsi, la reconfiguration du système de gestion, le développement de nouvelles technologies et la plus grande participation au processus d'innovation ont contribué à surmonter l'aliénation dans le travail agricole. Réduire la division entre la conception et l'exécution est quelque chose de particulièrement important pour un pays comme Cuba, dont la population hautement éduquée aspire à un travail plus créatif et stimulant qu'"une vie limitée à manier une machette » (Clausen et al. 2015 : 19-20 ; Levins 2005 : 23).

De cette manière, un nouveau paradigme a émergé concernant l'innovation et la technologie, passant d'une agriculture à forte intensité de capital à un système à forte intensité de connaissances.

Le nouveau paradigme embrassait les citoyens et les producteurs en tant que

protagonistes centraux de l'innovation sociale, de l'apprentissage collectif et d'une production plus respectueuse de l'environnement. Il associait les pratiques paysannes, les connaissances traditionnelles et l'expérimentation communautaire au soutien gouvernemental en matière de recherche, de développement, de formation et d'éducation (Palma et al. 2015). Cette conversion agricole majeure a été possible pour Cuba parce qu'elle est entrée dans la « période spéciale » avec une population éduquée, de grands centres de recherche et 11 % des scientifiques d'Amérique latine, ce qui a facilité la réévaluation rapide de la perspective de la « révolution verte » de haute technologie (Levins 2005 : 9-10). En outre, les chercheurs cubains expérimentaient les biopesticides depuis les années 1960 (Gonzalez 2003 : 722-3). Ce faisant, l'agriculture cubaine sous la Révolution illustre bien les propos de Levins (2005, 20) selon lesquels les choix techniques ne sont pas neutres et ne sont pas universels, que chaque communauté doit développer son propre système technologique en fonction de ses circonstances particulières et de sa condition naturelle et sociale.

L'agriculture et l'économie solidaire

La disparition de l'Union soviétique a conduit l'État à se concentrer sur des

secteurs stratégiques et à transformer radicalement le système agricole traditionnel, descendant, orienté vers l'exportation, à grande échelle et centralisé, en consolidant de nouvelles forces productives au sein de la communauté et avec l'auto-organisation des personnes comme force motrice. Mené par les petits agriculteurs, les coopératives et les citoyens, qui ont désormais une plus grande capacité à décider ce qu'ils veulent produire et comment, ce processus a permis l'émergence d'un mode de production alternatif constitué d'agents économiques décentralisés, autonomes et autogérés, adoptant des technologies plus propres et s'appuyant sur les ressources locales. L'Organopónico Vivero de Alamar à La Havane est sans doute l'un des exemples les plus remarquables de ces nouveaux agents économiques, mêlant agriculture urbaine, organisation coopérative et agriculture biologique à Cuba. Cette UBPC, créée dans les années 1990 par cinq anciens employés de l'État, comptait, 20 ans plus tard, plus de 150 travailleurs produisant des tonnes d'aliments destinés à être vendus directement au voisinage ou à des centres sociaux à des prix accessibles. De plus, cette coopérative a réussi non seulement à créer de nouveaux emplois, mais aussi à réduire le temps de travail, tout en produisant des

aliments biologiques et en développant des services sociaux (Gürcan 2014 : 132-7 ; Hanon 2015 : 91).

De cette manière, la transformation réalisée au cours des années 1990 à Cuba a rendu possible l'émergence d'une approche économique différente du socialisme qui pourrait aider à surmonter le système centraliste et bureaucratique prédominant dans les expériences socialistes du XXe siècle avec un modèle qui privilégie la participation directe des communautés et des travailleurs au processus économique, bien que préservant la capacité de régulation et le contrôle de l'État dans les secteurs stratégiques (Hanon 2019 : 15-18). À travers la création de nouvelles relations sociales enracinées dans la suprématie du travail pour la reproduction de la vie et la responsabilité envers la société et l'environnement, les nouveaux agents économiques ont présenté la possibilité de construire un secteur qui n'est fait ni d'entreprises capitalistes cherchant l'accumulation de profits à travers l'exploitation du travail et de la nature, ni d'entreprises d'État qui ont une participation limitée des travailleurs dans les processus décisionnels et un manque d'espace pour la créativité et les initiatives ascendantes (Hanon 2015 : 93 ; Betancourt 2018 : 212-18).

Les nouveaux acteurs de l'agriculture cubaine ont démoli le faux dilemme entre les secteurs étatique et privé, et montrent le potentiel d'actualisation de l'économie cubaine selon les valeurs et les principes de l'économie sociale et solidaire (ESS) qu'ils incarnent. Ils illustrent le potentiel économique et social de la consolidation d'agents économiques autogérés, guidés par une rationalité fondée sur la reproduction de la vie, la création de valeurs d'usage et le bien-être de la communauté, plutôt que sur la valeur d'échange et l'accumulation illimitée de capital, travaillant avec l'État à la construction d'une alternative socialiste (Coraggio 2011 : 363-75 ; Betancourt et Sagebien 2013 : 66 ; Betancourt 2018 : 210). En effet, ce secteur non étatique d'unités économiques autogérées pour la production alimentaire présente de nombreuses caractéristiques de la définition de Coraggio d'une économie sociale et solidaire, qui cherche à surmonter le système capitaliste d'exploitation du travail sans tomber dans l'absolutisation d'une économie dirigée par l'État avec une planification centrale, comme cela a caractérisé, à des degrés différents, les économies post-capitalistes du XXe siècle (2013 : 9-10 ; 2011 : 43-4). L'auteur identifie l'ESS comme un secteur économique basé sur le principe de la coopération, de

l'entraide, de la participation démocratique et de la cohésion sociale, qui est orienté vers la reproduction de la vie et la génération de valeur d'usage pour la satisfaction des besoins des propres producteurs et des communautés environnantes, au lieu de la reproduction du capital et de l'accumulation illimitée de profits (Coraggio 2011 : 45-6 ; Betancourt 2018 : 220).

Pour Betancourt, la consolidation d'une ESS à Cuba pourrait contribuer à « une plus grande égalité sociale en complétant les politiques redistributives de l'État » tout en réduisant les dépenses sociales du gouvernement, en promouvant une plus grande cohésion sociale et en favorisant la gouvernance démocratique (2018 : 220-7). Ainsi, la raison d'être de l'État cubain, fondée sur une responsabilité sociale et une solidarité descendantes, pourrait être complétée par ce secteur non étatique émergent, promouvant les principes socialistes par le bas, à travers l'expansion des pratiques d'autogestion et la promotion de formes alternatives d'organisation du travail non salariées (Betancourt et Sagebien 2013 : 59 ; Betancourt 2018 : 226-7 ; Hanon 2015 : 94). À cet égard, l'autogestion, la décentralisation et la participation communautaire ne devraient pas être limitées au secteur agricole, mais plutôt étendues vers

d'autres domaines économiques, tels que les secteurs des services ou de la fabrication (Betancourt et Sagebien 2013 : 61). Parce que la logique de l'économie sociale et solidaire est basée non pas sur l'exploitation du travail salarié et l'accumulation de profits, mais plutôt sur la promotion du travail associatif, auto-organisé et coopératif, elle pourrait être d'une grande valeur pour le processus d'actualisation de Cuba et les réformes économiques introduites en 2011 par le Sixième Congrès du Partido Comunista de Cuba (PCC), parmi lesquelles certaines sont orientées vers la création de coopératives dans les secteurs non agricoles (Hanon 2019 : 15).

Cette expansion de l'économie sociale et solidaire nécessiterait la redéfinition à Cuba des principes d'organisation du travail, en stimulant les capacités individuelles et collectives, et l'ouverture de nouveaux espaces pour que les travailleurs et les communautés s'auto-organisent dans des organisations de base, coopératives ou autres formes d'organisations démocratiques et participatives (Hanon 2019 ; Suárez Salazar 2000 : 392-3). Ceci, à son tour, pourrait contribuer à l'établissement d'un nouveau contrat social, moins fragile et vulnérable que lorsqu'il était fondé sur une politique de redistribution égalitaire de l'État,

reposant à son tour sur la capacité d'importer des ressources de l'Union soviétique pour satisfaire les besoins de la population. Si l'État est l'unique fournisseur du bien-être de la population, son soutien politique est miné lorsqu'il ne peut pas satisfaire les demandes sociales (Hanon 2019 : 6).

La démocratisation et la décentralisation de la sphère économique, en donnant plus de pouvoir aux instances locales et aux organisations autogérées, devraient favoriser l'élaboration d'un consensus social plus solide où l'État n'est ni le seul garant de l'accès aux biens sociaux, ni le seul employeur de la main-d'œuvre. Par la suite, la promotion de formes de production non capitalistes sous le contrôle des travailleurs et des communautés pourrait contribuer à accroître la responsabilité sociale dans la construction du socialisme, et à réduire les comportements passifs qui comptent sur l'État pour résoudre tous les problèmes (Hanon 2019 : 12). De cette manière, Cuba pourrait également progresser dans la réalisation de certaines de ses " utopies fondatrices ", à savoir un socialisme autochtone, une démocratie participative et une relation harmonieuse avec la nature, ainsi qu'une meilleure articulation entre centralisation et décentralisation, et

entre État et société civile (Suárez Salazar 2000 : 325-6 ; 2018 : 153-4 ; Hanon 2015 : 94).

La redéfinition du rôle de l'État

L'effondrement de l'Union soviétique a révélé les limites d'un système fondé sur l'État en tant qu'administrateur unique de l'ensemble du processus économique. Elle a mis en évidence l'importance de la décentralisation territoriale et de la gestion locale du processus productif pour réduire le paternalisme de l'État, et pour susciter un plus grand engagement des communautés à participer directement à la satisfaction de leurs besoins sociaux et économiques, contribuant ainsi à un développement territorial plus équilibré. Elle a également établi l'importance des espaces d'expérimentation populaire responsable pour renforcer le tissu social, l'importance de la proximité pour de nombreuses relations sociales, l'augmentation de la responsabilité sociale et la construction de nouvelles bases pour le pouvoir collectif (Suárez Salazar 2000 : 334-5).

Cependant, aller vers une plus grande décentralisation des fonctions étatiques et une participation de la communauté dans la gestion des projets économiques locaux n'implique pas la disparition de l'État, mais plutôt une meilleure articulation

entre les initiatives top-down et bottom-up (Valdés 1997 : 102 ; Hanon 2015 : 95). À cet égard, Rosset et Benjamin (1994 : 80) considèrent que le problème de l'agriculture cubaine n'était pas la planification en tant que telle, mais plutôt les grandes unités de gestion de la ferme d'État, qui augmentaient le détachement de la terre, et rendaient difficile la mise en œuvre d'un modèle de gestion basé sur les connaissances locales. C'est pourquoi la planification de l'État doit être axée sur des lignes directrices générales, puis complétée par l'ouverture d'espaces pour la planification locale et la gestion communautaire des processus de production.

Comme observé dans l'expérience cubaine, l'État joue un rôle central dans la distribution des ressources, la création de synergies entre les différents acteurs et l'établissement du cadre général de la participation des communautés et des travailleurs (Hanon 2019 : 8). La créativité des personnes cherchant des solutions à la crise ne pouvait être véritablement fructueuse que si elle était soutenue par l'État, en offrant une assistance technique et matérielle aux agriculteurs et aux nouveaux jardiniers, en redistribuant les terres, en créant le cadre juridique de ces activités et en générant des programmes de recherche et de

soutien. Les organisations sociales soutenues par l'État, comme l'ANAP (Association nationale des petits agriculteurs) qui encourage l'agroécologie, l'ACTAF (Association cubaine des techniciens agricoles et forestiers) qui promeut la production alimentaire par les petits agriculteurs, l'ANJF (Fondation Antonio Núñez Jiménez pour la nature et l'humanité) qui promeut la permaculture et l'INIFAT (Institut de recherche fondamentale sur l'agriculture tropicale) qui promeut l'agriculture urbaine et développe des procédures de formation basées sur l'apprentissage par le travail, ont également été cruciales pour l'expansion et la consolidation de ces nouveaux agents économiques (Murphy 1999 : 34-7 ; Gürcan 2014 : 139-40 ; Clausen et al. 2015 : 20 ; Botella-Rodríguez 2019 : 200).

En plus de cela, l'État joue un rôle central dans le maintien d'un niveau réduit d'inégalité. À cet égard, même dans un contexte où l'on cherche à promouvoir l'autogestion comme une alternative socialiste, l'appropriation et la redistribution des richesses au sein de ces organisations économiques autogérées doivent être complétées par une politique de redistribution menée par une autorité centrale. Comme l'a signalé Fidel Castro au début de la Révolution, des coopératives différentes peuvent avoir,

par exemple, des résultats différents, non seulement en raison des différents efforts de leurs membres, mais aussi en raison des conditions naturelles telles que la productivité de la terre (Chonchol 1963 : 122-3 ; Vasconcelos 2015). C'est alors à l'État de réguler et de compenser ces inégalités.

En effet, au-delà des contributions de l'autogestion des travailleurs à la consolidation d'une économie plus démocratique et participative, ce processus ne garantit pas en soi la responsabilité sociale, la création de valeur d'usage et le bien-être de la communauté. Les organisations autogérées telles que les coopératives pourraient, par exemple, orienter leurs actions vers l'intérêt personnel de leurs membres plutôt que vers la satisfaction des besoins sociaux. C'est pourquoi le rôle de l'État ne doit pas disparaître, mais rester central dans le maintien d'un faible niveau d'inégalité, la promotion de la réciprocité intercommunautaire et la création du cadre nécessaire à la consolidation d'unités économiques autogérées, autonomes mais partageant le projet socialiste. Autrement dit, les organisations autogérées fonctionneraient selon les principes de réciprocité, de coopération, de solidarité et de responsabilité collective (Hanon 2015 : 95 ; 2019).

Ainsi, bien qu'une plus grande participation et autonomie des travailleurs dans le processus économique soient cruciales pour l'économie cubaine, une réflexion plus approfondie est nécessaire sur la manière de garantir la pleine réalisation de l'autogestion sans compromettre le projet socialiste et reproduire les mêmes erreurs que les expériences socialistes précédentes (Rodríguez 2011 : 253-4 ; Farber 2016 : 101). Cela nécessite, par exemple, la radicalisation des formes traditionnelles d'organisation coopérative et d'autogestion des travailleurs en de nouvelles formes de participation communautaire au processus économique et l'extension des notions de démocratie, de contrôle et de participation au-delà des limites des organisations autogérées (Hanon 2019 : 7-8).

Conclusion

Les défis, les transformations et les contradictions de l'agriculture cubaine, du début de la Révolution à la fin de l'Union soviétique, démontrent les limites du mode de production de l'agriculture industrielle, et la complexité de la construction d'une alternative socialiste à la périphérie. L'agriculture capitaliste caractéristique du monde capitaliste, avec des unités productives surdimensionnées sous un régime de

gestion verticale d'une main-d'œuvre salariée et orientée vers la production de masse, s'est avérée incompatible avec une alternative socialiste. L'adoption de ce système à Cuba a conduit à la reproduction de certaines caractéristiques typiques de l'agriculture moderne capitaliste : la prévention de la participation populaire au processus économique, la production de valeurs d'échange, la destruction de la nature et la reproduction de l'aliénation des travailleurs (Clausen et al. 2015 : 12-13). En même temps, la brève tentative du pays au début de la Révolution de transformer radicalement sa structure agraire a également illustré les difficultés de le faire avec peu d'expérience dans le développement de pratiques non-capitalistes, en particulier dans un contexte d'agression extérieure.

Cependant, après des décennies durant lesquelles il était disposé à reproduire les forces de production du capital, la fin de l'Union soviétique a marqué un changement majeur dans la politique agraire du pays, et a donné lieu à un processus de changements radicaux du système agricole industriel. Malgré les grandes difficultés économiques et les conditions de vie drastiques de la population pendant la période spéciale, le pays bénéficiait cette fois, contrairement aux années 1960, d'un

contexte présentant des atouts importants pour reformuler sa politique agricole. En effet, il disposait de relations sociales égalitaires socialistes consolidées, d'une population éduquée capable de mener à bien des processus d'expérimentation et d'innovation, d'une expérience gouvernementale en matière de planification économique et d'une culture populaire qui défendait les principes socialistes de solidarité, de dignité, d'égalité et de souveraineté nationale (Rodríguez 2011 : 66-71).

De plus, bien que l'agriculture paysanne ait eu une place marginale dans la politique économique de la Révolution par rapport aux fermes d'État, les petits agriculteurs ont toujours été soutenus par l'État avec des organisations de base comme l'ANAP afin qu'ils puissent maintenir leur mode de vie et de production. Cela a permis de consolider un réservoir d'expérience, de connaissances et de capacités qui est devenu crucial dans les années 1990. Ainsi, le pays est passé d'un modèle basé sur des monocultures à grande échelle, orientées vers l'exportation et produites à l'aide de technologies modernes, d'intrants chimiques et d'une forte mécanisation, à une agriculture plus décentralisée, orientée vers l'alimentation et dotée d'une pluralité de modes de production, tels

que l'agriculture urbaine, l'agroécologie, la production coopérative, l'agriculture paysanne et la permaculture (Suárez Salazar 2000 : 300-1 ; Levins 2005 : 22).

Ce processus a contribué à une augmentation de la production alimentaire, mais il a également réduit les impacts négatifs de l'agriculture industrielle en termes de dégradation de l'environnement, de coûts de transport, de dépendance extérieure et de consommation d'énergie. Il a également permis l'amélioration de la biodiversité, l'expansion de pratiques respectueuses de l'environnement, la création de nouvelles sources d'emploi et l'augmentation des revenus des ménages. En outre, les contributions des transformations de l'agriculture cubaine ne se limitent pas à la création de systèmes agraires plus durables et résilients. Elles ont également ouvert la voie à une structure économique plus participative et moins aliénée, avec un plus grand contrôle des travailleurs sur le processus économique et des communautés autonomes en tant que structures d'action collective (Gürçan 2014 : 142-3 ; Clausen et al. 2015 : 25-6 ; Palma et al. 2015 : 81-3).

Ce processus enrichissant pourrait être étendu au-delà du secteur agricole et devenir une source d'apprentissage pour le renouvellement du socialisme

cubain sur la base de l'autonomie de gestion, de la participation citoyenne, de la socialisation des bénéficiaires, de l'organisation démocratique, du travail associatif et de la coopération. L'extension de ces principes à d'autres secteurs économiques pourrait à son tour contribuer à la consolidation d'un nouveau contrat social qui ne repose pas entièrement sur l'État comme seul garant de la production et de la redistribution des biens matériels et des services sociaux. Au contraire, la construction du socialisme et du bien-être communautaire reposerait sur une plus grande variété d'agents économiques qui n'appartiennent pas à l'économie de marché ou au secteur étatique, mais plutôt à une économie sociale et solidaire d'organisations autogérées, associatives et démocratiques. En ce sens, la restructuration économique des années 90 a jeté les bases de nouvelles projections du socialisme cubain dont bénéficieraient non seulement l'appareil productif du pays, mais aussi sa sphère politique et sa démocratie.

Cependant, l'incorporation de nouveaux acteurs économiques autogérés dans le système productif, et une plus grande autonomie des communautés locales dans l'élaboration, l'approbation et l'application des politiques publiques, pourraient exiger que l'État

maintienne son contrôle sur les secteurs stratégiques, et ses fonctions en termes de redistribution progressive de la richesse et de garant de l'accès universel aux services sociaux tels que la santé et l'éducation. Face à l'impossibilité d'une autonomie totale ou d'une autarcie absolue des communautés locales et au risque d'une augmentation des inégalités entre les régions, les unités économiques et les populations, le rôle d'une autorité centrale reste essentiel pour générer la réciprocité intercommunale et redistribuer les ressources.



Chou blanc
éditions